

La Chine en Afrique : une réalité à nuancer

jeudi 20 août 2009, par [François LAFARGUE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[François LAFARGUE](#), **La Chine en Afrique : une réalité à nuancer**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 20 août 2009.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

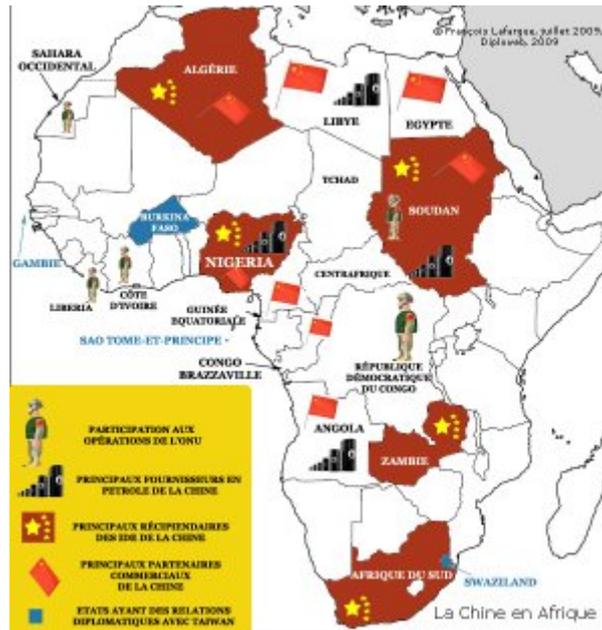
Géopolitique de la Chine et de l'Afrique. La présence de la République populaire de Chine en Afrique, est dénoncée comme inquiétante par les nations occidentales. Pourtant, selon François Lafargue, ce discours alarmiste est à nuancer. Si la présence de la RPC en Afrique est indéniable, les intérêts chinois demeurent encore très limités par rapport à ceux des États-Unis ou des Européens.

Une carte et onze graphiques inédits.

DES les années 1950, au moment de la conférence de Bandoeng, [la Chine](#) a manifesté un réel intérêt pour l'Afrique. Les motivations de la République populaire de Chine (RPC) sont alors essentiellement idéologiques et politiques. [La Chine](#) apporte son aide à plusieurs mouvements anticolonialistes comme en Algérie, en Angola ou en Rhodésie du Sud [1]. L'Afrique est aussi un terrain d'affrontement contre l'Union soviétique et les États-Unis. Ce soutien au continent noir permettra à Pékin en 1971, de récupérer le siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, jusque là occupé par le représentant de l'île de Taiwan. Mais après la mort de Mao Zedong, la présence de la RPC en Afrique devient plus discrète et limitée à certains États comme le Bénin, le Cameroun ou le Togo.

[La Chine](#) n'a jamais réellement quitté l'Afrique, mais depuis quelques années, son intérêt pour ce continent est plus marqué comme en témoignent les visites successives du président Hu Jintao et la mise en place d'un Forum bilatéral de discussion sino-africain (FOCSA), dont la quatrième session se tiendra au Caire en 2009. Désormais la Chine est le troisième partenaire commercial de l'Afrique après les États-Unis et l'Union européenne. La position de Pékin est encore plus avantageuse, en considérant séparément chaque pays de l'Union européenne. [La Chine](#) se classe alors au 2e rang des partenaires commerciaux de l'Afrique, après les États-Unis mais devant la France. Maintenant, il est certain que la Chine deviendra très prochainement, peut-être dès 2009, le premier partenaire commercial de l'Afrique.

La présence de [la République populaire de Chine](#) en Afrique, est actuellement dénoncée comme inquiétante par les nations occidentales. Pourtant ce discours alarmiste [2] est contredit par la réalité. Si la présence de la RPC en Afrique est indéniable, les intérêts chinois demeurent encore très limités par rapport à ceux des États-Unis ou des Européens [3].



Carte de la Chine en Afrique

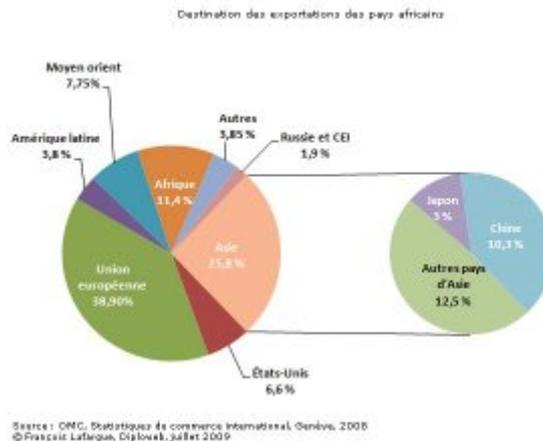
I. La Chine en Afrique : les pièces de l'accusation

Les chiffres sont éloquentes comme le montre le graphique n°1, le commerce entre la Chine et [le continent noir](#) a été multiplié par vingt depuis 1997.



Graphique 1. Le commerce entre la Chine et l'Afrique depuis 1997 (en milliards de dollars) [4].

Pourtant, la place de la RPC [en Afrique](#) doit être remise en perspective. La part de la Chine dans le commerce des pays africains reste modérée, puisque seulement 10,3 % des exportations des pays africains sont à destination de la RPC, contre près de 40 % pour l'Union européenne (graphique n°2). Et la part de la RPC dans les importations de l'Afrique, s'établit en 2007 à 10,1 % contre 6,62 % pour les États-Unis et 38,5 % pour l'UE. Le continent noir ne représente que 3,3 % du commerce de la Chine populaire en 2007, puis 4,1 % en 2008.



Graphique 2. Destination des exportations des pays africains [5].

En fait, c'est la progression du commerce sino-africain, (294 % entre 2003 et 2007), qui suscite de nombreuses interrogations. Pour [la Chine](#), le continent noir est devenu un véritable réservoir de matières premières, comme les hydrocarbures et les minerais indispensables à sa croissance économique, et un débouché commercial pour sa puissante industrie manufacturière. Sa diplomatie africaine vise également à marginaliser Taiwan, qui a perdu en dix ans la plupart de ses alliés en Afrique dont l'Afrique du Sud (1998) et le Sénégal (2005). Aujourd'hui seuls le Swaziland, la Gambie, le Burkina Faso et Sao Tome-et-Principe entretiennent des relations diplomatiques avec Taïpeh. L'Afrique du Sud, l'Angola, le Nigeria, le Soudan, l'Égypte et l'Algérie figurent parmi les partenaires privilégiés de la Chine en Afrique. Ces six pays représentent les 2/3 des échanges sino-africains, alors que vingt pays d'Afrique n'assurent que 1,7 % du commerce bilatéral [6]. L'Afrique du Sud possède un sous-sol recelant de précieuses matières premières minières et comme l'Égypte et l'Algérie, constitue un vaste marché de consommateurs, un débouché pour les industriels chinois. L'Angola, le Nigeria et le Soudan détiennent des réserves en hydrocarbures significatives [7].



Graphique 3. La progression du commerce Chine-Afrique entre 2003 et 2007.

Plusieurs rapports d'institutions internationales comme ceux de la Banque mondiale (2006) et de l'OCDE (2006) soulignent les limites de la présence de la Chine [en Afrique](#). La Chine se contente d'importer des matières premières, aggravant la dépendance des États africains envers les richesses minières et pétrolières (les hydrocarbures [8] représentent à eux seuls,

71,7 % des importations de la RPC en provenance du continent noir et les métaux 14,1 %). Le pétrole constitue 94 % des exportations de l'Angola et 80 % pour le Soudan. Une situation qui rappelle les échanges inégaux de l'époque coloniale, puisque la Chine exporte pour sa part principalement des biens de consommation. D'ailleurs, en dépit de ses importations massives de matières premières, la Chine ne déplore qu'un déficit commercial limité avec l'Afrique (alors même que la valeur de ses achats comme le pétrole s'est fortement appréciée).

Découvrez les livres géopolitiques publiés par Diploweb : des références disponibles via Amazon sous deux formats, Kindle et papier broché

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit"](#).

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#).

. [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)

. [A. Degans, "Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017"](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)

. [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)

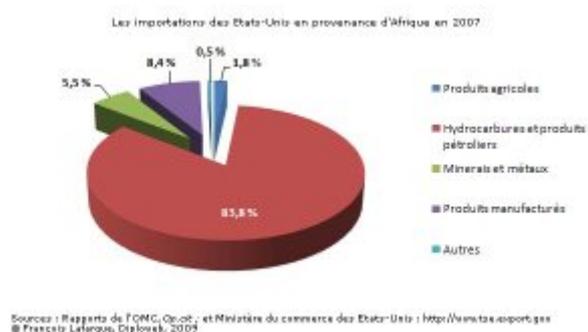
. [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)

. [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)

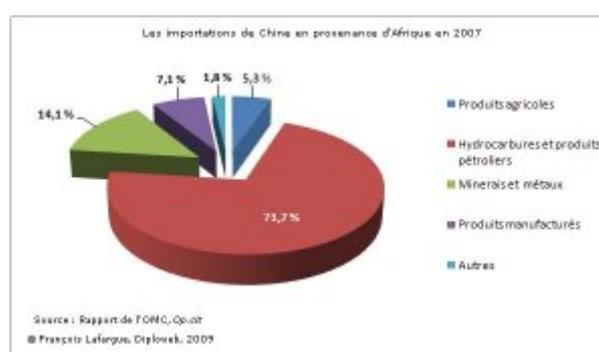


Graphique 4. Solde commercial de la Chine dans ses échanges avec l'Afrique en milliards de dollars.

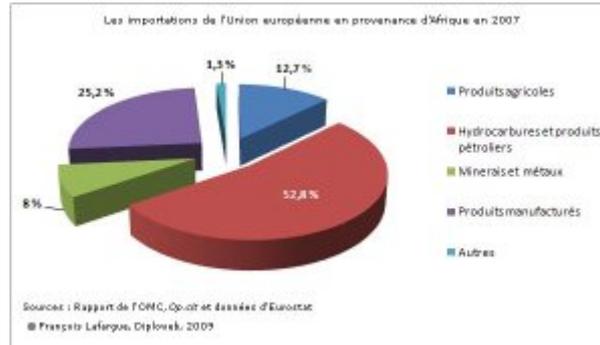
Pourtant une analyse plus affinée montre que la nature des échanges commerciaux entre la RPC et l'Afrique est comparable aux relations entretenues entre le continent noir et les États-Unis ou l'Union européenne, puisque la part des hydrocarbures est prépondérante.



Graphique 5. Les importations des États-Unis en provenance d'Afrique en 2007.



Graphique 6. Les importations de la Chine en provenance d'Afrique en 2007.



Graphique 7. Les importations de l'Union européenne en provenance d'Afrique en 2007.

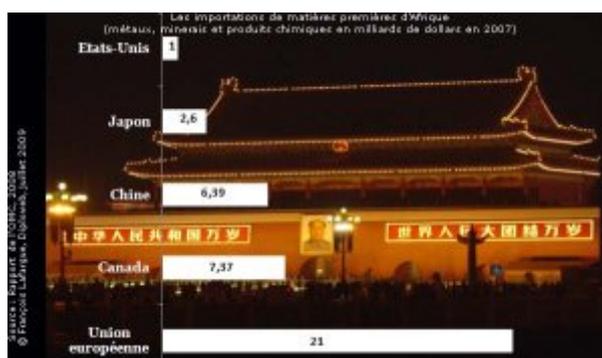
Les critiques formulées contre la RPC portent moins sur son influence commerciale en Afrique que sur ses méthodes, (recours à une main d'œuvre immigrée de Chine, pratique du dumping, opacité des comptes des entreprises publiques chinoises...). La recherche de nouveaux gisements de matières premières exacerbe également les conflits locaux, conforte les régimes autocratiques [9], favorise la corruption et finalement ne concourt guère au développement durable et social des nations [10]. La déforestation massive à laquelle se livrent les sociétés chinoises émeut de plus en plus les opinions publiques africaines et les ONG. **La Chine ne parvient pas à effacer son image de prédateur**, se contentant d'acheter des matières premières sans se soucier du développement social de ses fournisseurs. La contrefaçon de marques de textile comme *Uniwax* (qui fabrique des pagnes) [en Côte d'Ivoire](#) ou de motocyclettes japonaises *Yamaha*, au Cameroun, comme la concurrence déloyale (le non paiement des taxes douanières, le dumping) ont des conséquences désastreuses pour les économies locales. Les produits *made in China* plutôt bien accueillis initialement, car bon marché pour une population confrontée à des difficultés persistantes, font l'objet aujourd'hui de reproches : faible fiabilité, dangerosité, toxicité même de certains médicaments [11]. Paul Wolfowitz, alors président de la Banque mondiale, avait vertement critiqué cette diplomatie africaine de la Chine [12]. L'économie sud-africaine est l'une des plus fragilisées par la concurrence chinoise, particulièrement dans le textile et la confection. Le commerce entre l'Afrique du Sud et la Chine a été multiplié par trois depuis 2004, la Chine étant maintenant le 2e fournisseur du pays après l'Allemagne. Mais cette croissance est au détriment de l'Afrique du Sud, qui entre 2004 et 2007 a déploré un important déficit commercial. En 2008, l'Afrique du Sud a dégagé un léger excédent dans ses échanges avec Pékin, qui s'explique en partie par les cours élevés des métaux et du pétrole [13] jusqu'à l'été 2008. La Chine est désormais l'objet de multiples récriminations. Thabo Mbeki [14] a été l'un des premiers dirigeants africains à se montrer très critique devant une présence chinoise, jugée envahissante. Un état d'esprit de plus en plus partagé dans la région.

Ce **ressentiment** envers la Chine s'est exprimé lors de la visite du président Hu Jintao en Zambie, en février 2007. Dans ce pays, l'opposition emmenée par Michael Sata dénonce depuis plusieurs années, le comportement des hommes d'affaires chinois accusés de négliger les règles de sécurité dans les mines, de rémunérer de manière dérisoire leurs salariés africains, de faire venir leur propre main d'œuvre de Chine et de se livrer à un dumping entraînant la disparition d'activités artisanales locales... Lors de ses réunions électorales, M. Sata affirmait que « la Chine ne devait pas considérer la Zambie comme l'une de ses provinces ». Plusieurs manifestations contre la présence chinoise se sont déroulées en Zambie, notamment lors des

deux derniers scrutins présidentiels (septembre 2006 et octobre 2008). Lors de sa visite officielle, (3 et 4 février 2007), Hu Jintao avait dû renoncer à se rendre dans la mine de Chambeshi de crainte d’être pris à parti, dans un pays où l’hostilité envers les Chinois est forte.

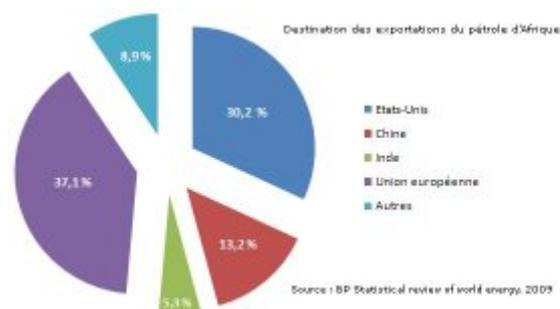
II. La Chine en Afrique : une réalité à nuancer

Pourtant les critiques formulées contre la RPC doivent être nuancées. Parmi, les vingt premiers partenaires commerciaux de la Chine en Afrique (qui représentent 92 % du commerce bilatéral), neuf dégagent un excédent commercial. Le solde commercial de la Chine avec l’Afrique se dégrade régulièrement, et depuis cinq ans, la RPC a toujours déploré un déficit dans ses échanges avec le continent noir (à l’exception de l’année 2007). Le taux de couverture de la RPC avec l’Afrique s’établit à 90,7 %, un chiffre proche de celui de l’Union européenne. L’image d’une Chine, « pillant » le sous-sol de l’Afrique se révèle contredite par les chiffres. Le graphique 8 montre que la RPC ne figure pas parmi les principaux acheteurs de minerais de métaux et d’hydrocarbures du continent noir.



Graphique 8 : Importation de matières premières d’Afrique (métaux, minerais et produits chimiques) en milliards de dollars en 2007.

L’Afrique assure en 2007, selon l’Agence internationale de l’énergie (AIE [15]), le tiers des importations en pétrole de la RPC avec comme principaux fournisseurs, l’Angola, le Soudan et le Nigeria. Pourtant, la Chine n’est pas, le premier acheteur de pétrole africain, un rang qui revient à l’Union européenne.



Graphique 9 : Exportations de pétrole des pays africains [16].

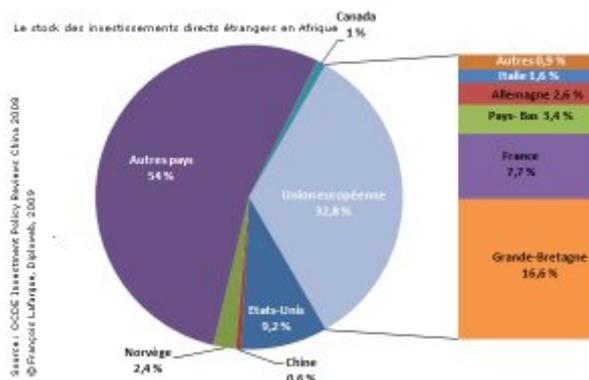
Grâce aux achats massifs de matières premières et à sa forte demande, la RPC a amplement contribué à la croissance économique du continent noir ces dernières années. Le graphique 10 montre ci-dessous la progression significative depuis 2000, du PNB de l'Angola (573 %), de l'Afrique du Sud (112,6 %) ou encore du Mozambique (83 %).



Source : Perspectives économiques de l'Afrique, rapport de l'OCDE, Paris, 2009. © François Lefrançois, Diplôme, 2009

Graphique 10 : Progression du PNB de cinq pays d'Afrique [17].

Les investissements chinois en Afrique demeurent encore faibles, comparés à ceux des Européens ou des Américains, comme l'indique le graphique 11, ci-après. La RPC n'arrive qu'au 10e rang parmi les investisseurs étrangers sur le continent noir, bien après la Grande-Bretagne (1er). L'Afrique en 2006 n'accueille que 3,4 % du stock des IDE de la RPC, investis dans le monde. Et les IDE de la RPC se concentrent dans cinq pays (Soudan, Zambie, Algérie, Nigeria, Afrique du Sud).



Source : OCDE Investment Policy Review China 2008 © François Lefrançois, Diplôme, 2009

Graphique 11 : Le stock des investissements directs étrangers en Afrique [18].

Les États africains ont conscience qu'ils doivent conserver un équilibre dans leurs relations commerciale et politique. Le Nigeria, le premier producteur en pétrole de l'Afrique subsaharienne, n'est qu'un fournisseur marginal de la Chine en dépit des efforts diplomatiques de Pékin. Le Nigeria maintient des liens étroits avec les États-Unis, qui sont les destinataires de 44 % de ses exportations pétrolières en 2008. De surcroît les sociétés pétrolières chinoises

ne maîtrisent guère les techniques de forage en *off shore* profond. Et l'Algérie, pourtant le 4e client de la Chine en Afrique montre sa proximité avec Washington en participant aux exercices navals de l'OTAN. L'Algérie joue un subtil jeu d'équilibre entre Washington, Paris, Moscou et Pékin. L'Algérie voit dans les États-Unis, la puissance susceptible d'assurer la stabilité et la sécurité du pays à long terme, dans la France, un partenaire commercial et culturel traditionnel, dans la Russie un fournisseur d'armes et un investisseur dans le secteur des hydrocarbures et enfin dans la Chine, un soutien diplomatique et commercial. Abdelaziz Bouteflika considère la Chine, comme un allié susceptible d'accélérer la modernisation de son pays sans lui imposer de contraintes particulières.

Les Africains ont compris l'intérêt de faire jouer la concurrence notamment entre la Chine et l'Inde, puisque New Delhi en quête également de matières premières (hydrocarbures, minerais) et de reconnaissance internationale (afin d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité) investit massivement en Afrique. L'Inde a surtout comme mérite de privilégier une coopération avec les pays africains en favorisant le transfert de technologie, et en améliorant les conditions de vie locale. L'Inde est le premier fournisseur de molécules génériques de l'Afrique, un marché délaissé par les laboratoires occidentaux car peu rentable. Le Brésil s'intéresse également au continent noir, qui est devenu l'une des priorités de la diplomatie de Lula da Silva, depuis son élection en 2002. Le commerce entre le Brésil et l'Afrique a été multiplié par quatre depuis 2002. La présence de la Chine populaire en Afrique suscite des commentaires fréquemment désobligeants, qui condamnent le comportement de certaines entreprises chinoises et soulignent le contraste entre les discours prônant une coopération sud-sud et les résultats peu tangibles. La forte immigration chinoise en Afrique ces dernières années renforce cette animosité envers la Chine. Alors que plus de 100 000 ressortissants français résident en Afrique (dont un nombre important de couples mixtes), le nombre de Chinois est estimé entre sept à neuf fois, supérieur [19]. Une situation qui attise les sentiments xénophobes et alimentent les discours démagogiques. Pourtant pour le moment, l'influence économique de la RPC en Afrique demeure encore limitée.

Copyright août 2009-Lafargue/diploweb.com

Bibliographie

Alden, Christopher. (2007). *China in Africa Partner, Competitor Or Hegemon ?*, Londres, Zed Publishers. 154 p.

Alden C. (2008). *China Returns to Africa : A Superpower and a Continent Embrace*. Londres, C Hurst & Co Publishers Ltd, 382 p.

Broadman H (dir.). (2006). *Africa's Silk Road. China and India's New Economic Frontier*. The World Bank, Washington DC, 342 p.

Chaponnière J-R. (2009). « Un demi siècle de relations Chine Afrique », *Afrique contemporaine*, n°228, p 35-48.

Davies Kenneth. (2008). *OECD Investment Policy Reviews China 2008 : Encouraging Responsible Business Conduct*, 290 p.

Goldstein A (dir). (2006). *The Rise of China and India. What's in it for Africa*. Paris, OCDE, 151 p.

Kurlantzick J. (2006). « Beijing's Safari : China's Move into Africa and its Implications for Aid, Development and Governance », *Carnegie Endowment Policy Outlook* No. 29, November 2006.

Lafargue F. (2006). « La rivalité entre la Chine et l'Inde en Afrique australe », *Afrique contemporaine*, n°222, p 167-180.

Lafargue F. (2005). « China's presence in Africa », *China perspectives*, n° 61, septembre-octobre, 2005, p 2-9.

Tanaka N. (2007). *World Energy outlook, China and India insights*, Paris, Agence internationale pour l'énergie, 662 p.

Plus

. [Xavier Aurégan, La Chine en Côte d'Ivoire : le double jeu, Diploweb, avril 2011.](#)

P.-S.

Docteur en géographie et docteur en Science Politique. François Lafargue est professeur à l'École supérieure de Gestion, et dirige le séminaire *Géopolitique* à l'École Centrale de Paris. Il est un spécialiste des relations sino-africaines et a publié sur ce sujet une cinquantaine d'articles scientifiques et d'ouvrages. Son dernier ouvrage a été publié en 2008, *La Guerre mondiale du pétrole* (Paris : Ellipses)

Notes

[1] En Rhodésie du Sud, alors dirigée par Ian Smith, le mouvement ZANU (Zimbabwe African National Union) dirigé par Robert Mugabe et qui regroupe principalement des populations Shonas a bénéficié de l'aide matérielle et militaire de [la Chine](#). En Angola, [la Chine](#) a soutenu Jonas Savimbi dans son combat contre le Portugal (entre 1965 et 1975), alors que ses adversaires comme Roberto Holden étaient soutenus par les États-Unis et Agostinho Neto par l'URSS. La Chine sera également l'un des principaux soutiens de Julius Nyerere en Tanzanie.

[2] Cf Gomes A-M, (2007), « La politique chinoise et ses effets sur l'Afrique », Rapport du Parlement européen, Bruxelles.

[3] Cf. Lafargue F, (2009), « La Chine en Afrique une présence limitée et une puissance contrariée », *Perspectives chinoises*, n°1/2009, pp. 10-15. Voir également, Chris Alden qui

souligne que les relations sino-africaines sont complexes avec des intérêts réciproques. Alden C, (2007), *China in Africa, Partner, Competitor Or Hegemon ?* Londres, Zed book.

[4] Escaith H, (2009), *Statistiques du commerce international 2008*, Genève, Publication de l'OMC, p. 211.

[5] Idem, p. 205.

[6] Sources : Ministère du commerce extérieur, <http://www.mofcom.gov.cn/> .

[7] L'Angola, le Nigeria et le Soudan possèdent 83 % des réserves de pétrole de l'Afrique subsaharienne, soit 4,1 % des réserves mondiales.

[8] La Chine est devenue importatrice nette de pétrole en 1993. En 2008, le pays, le 2e consommateur mondial de pétrole devant le Japon, doit importer de l'étranger, la moitié de sa consommation.

[9] Aux Nations-unies, la RPC est l'un des principaux soutiens de Robert Mugabe et d'Omar el Béchir. En juillet 2008, la RPC a utilisé son droit de veto au Conseil de sécurité, afin d'empêcher l'adoption d'une résolution visant à instaurer un embargo sur les armes à destination du Zimbabwe.

[10] Le rapport du Parlement européen « La politique chinoise et ses effets sur l'Afrique », est très sévère : « il y a également une multiplication des plaintes concernant des pertes de capacité de production, des bas salaires, de très mauvaises conditions de travail et l'absence de normes de sécurité dans les sociétés chinoises présentes en Afrique. Mais la concurrence déloyale et le dumping social et environnemental qui entourent ces exportations chinoises entravent les activités des industries africaines, conduisant des usines à la faillite et aggravant, dès lors, le taux de chômage, en particulier dans le secteur textile (on parle du tsunami textile de la Chine) ». p.11.

[11] Le journaliste Noé Ndjebet Massoussi, du quotidien *Le Messenger* relate en 2007 les défaillances des routes construites par la Chine et conclut par cette phrase « L'image jadis collée aux Chinois fournissant des prestations médiocres, vouées à une courte vie ne rattrape-t-elle pas ces autres œuvres des ressortissants de l'Empire du milieu ? ». Noé Ndjebet Massoussi, *Le Messenger*, n°2 301, 31 janvier 2007, p. 3

[12] *Les Echos*, 24 octobre 2006 entretien avec Françoise Crouigneau et Richard Hiault : « Mon inquiétude porte sur l'ensemble de l'Afrique. Les principes de l'Equateur ont été mis en place. Près de 80 % des banques commerciales dans le monde respectent ces principes lorsqu'elles financent des projets. Les grandes banques chinoises, elles, ne les appliquent pas. C'est vrai qu'elles sont relativement nouvelles dans ce genre d'activités en Afrique. Mais il ne faudrait pas qu'elles commettent les mêmes erreurs que la France et les États-Unis avec le Zaïre de Mobutu... ».

[13] Le quart des exportations sud-africaines vers Pékin, est constitué de fuels synthétiques fabriqués à base de charbon.

[14] En décembre 2006, le président sud-africain Thabo Mbeki a déclaré au Cap lors du XIVe congrès du syndicat des étudiants sud-africains, que l'Afrique ne devait pas entretenir avec la Chine une relation coloniale en se contentant d'être un fournisseur en matières premières (dépêche Reuters).

[15] Tanaka N, (2007), *World Energy outlook, China and India insights*, Paris, Agence internationale pour l'énergie.

[16] BP Statistical Review of World Energy, 2009.

[17] Données du Fonds monétaire international (FMI).

[18] Davies, K, (2008).OECD Investment Policy Reviews China 2008 : Encouraging Responsible Business Conduct, 2008 p.138.

[19] Comme le note J.-R. Chaponnière (2009), le nombre de Chinois en Afrique fait l'objet d'estimations très contradictoires entre 480 000 et 750 000.